



# Conseil économique et social

Distr. générale  
10 mars 2016  
Français  
Original : anglais/français

## Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2016

23 mai-1<sup>er</sup> juin et 10 juin 2016

### Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

#### Note du Secrétaire général\*

#### Additif

## Table des matières

	<i>Page</i>
1. Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines.....	3
2. Association marocaine des droits humains.....	4
3. Association mondiale de l'énergie éolienne.....	6
4. Minaret of Freedom Institute.....	7
5. National Alliance of Women's Organizations.....	8
6. Réseau international pour les petites et moyennes entreprises .....	10
7. Société mondiale de victimologie.....	11
8. Union internationale des économistes .....	13
9. Union internationale des économistes.....	14
10. World Safety Organization.....	16

\* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



11. Worldwide Organization for Women.....	17
12. Yale International Relations Association.....	18
13. Yayasan Cinta Anak Bangsa.....	19
14. Youth Bridge Foundation.....	21
15. Youth Empowerment Synergy.....	22

## 1. Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines

### Statut consultatif spécial : 1947

#### Introduction

L'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines est un réseau mondial de femmes à l'avant-garde des changements sociaux et économiques dans 125 pays. Ses activités touchent 25 millions de femmes et de filles dans 22 000 communautés. Ce mouvement d'adhésion volontaire est guidé par des principes chrétiens et un engagement envers la participation pleine et égale des femmes dans la société.

#### Objectifs et mission

Le but de l'Alliance est de développer l'esprit d'initiative et le pouvoir collectif des femmes et des filles dans le monde pour parvenir à la justice, à la paix, à la santé, à la dignité humaine, à la liberté et à un environnement durable pour tous.

#### Changements à signaler

L'Alliance a modifié ses statuts constitutifs en 2011.

#### Contribution à des activités des Nations Unies

L'Alliance contribue à l'Organisation des Nations Unies par des activités privilégiant les thématiques suivantes : les droits fondamentaux des femmes et des enfants, notamment l'abolition des mariages d'enfants et de la violence à l'égard des femmes ; le développement durable, notamment l'autonomisation et l'esprit d'initiative économiques des jeunes femmes ; et la santé des femmes, ainsi que leur santé sexuelle et procréative et les droits qui s'y rapportent.

#### Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines ont assisté, entre autres, aux réunions ci-après :

- les cinquante-cinquième, cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 22 février au 4 mars 2011, du 27 février au 9 mars 2012, du 4 au 15 mars 2013, et du 10 au 21 mars 2014 ;
- la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le VIH/sida, à New York, du 8 au 10 juin 2011.
- la quarante-huitième à la cinquante-neuvième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à Genève, de 2011 à 2014 ;
- le Conseil des droits de l'homme, la seizième session à la dix-huitième session, à Genève, de 2011 à 2014 ;

- la XIX<sup>ème</sup> Conférence internationale sur le sida de l'Organisation mondiale de la Santé, à Washington D.C., du 18 au 27 juillet 2012 ; et
- le dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement de l'Assemblée générale, à New York, le 3 et le 4 octobre 2013.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'Alliance collabore activement à la Stratégie mondiale du Secrétaire général pour la santé de la femme et de l'enfant, « Toutes les femmes, tous les enfants ». Elle est membre de la Commission de l'information et de la redevabilité pour la santé de la femme et de l'enfant. Elle a participé aux examens régionaux des commissions économiques des Nations Unies pour la mise en œuvre de la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014. Elle a également collaboré avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Les initiatives de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines ont contribué à des améliorations en matière de droits et de santé sexuelle et procréative, et du VIH ; à l'autonomisation économique ; ainsi qu'au développement de l'esprit d'initiative chez les femmes.

## **2. Association marocaine des droits humains**

### **Statut consultatif spécial : 2007**

#### **Introduction**

L'Association marocaine des droits humains est une organisation non gouvernementale reconnue d'utilité publique, créée en 1979 et basée à Rabat. L'Association compte près de 14 000 membres répartis sur l'ensemble du territoire marocain et en Europe. Son activité est centrée principalement sur les femmes, les jeunes, les travailleurs et les intellectuels démocrates.

#### **Objectifs et mission**

L'Association œuvre pour la préservation de la dignité humaine et pour le respect, la protection et la promotion de tous les droits fondamentaux dans leur universalité et leur globalité. Elle a notamment pour buts : d'œuvrer pour la ratification par le Maroc de tous les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et l'intégration de leurs dispositions dans la législation marocaine ; de relever, dénoncer et condamner toutes violations des droits de l'homme et d'œuvrer à leur cessation ; et d'apporter la solidarité et l'appui aux victimes des violations.

**Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

**Contribution à des activités des Nations Unies**

L'Association a organisé plusieurs universités et formations régionales, dont certaines en partenariat avec le Ministère de la justice et des libertés. Elle a lancé, le 25 mars 2013, avec l'appui de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement, le projet « Massar », dans le but de renforcer les activités d'incidence et de dénonce de l'Association, et d'encourager l'État à mettre en œuvre ses engagements en matière des droits fondamentaux des travailleurs. Elle a également élaboré des rapports annuels sur la situation des droits économiques, sociaux et culturels au Maroc qui sont envoyés aux autorités, médias, ambassades et représentants d'organisations internationales.

**Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'Association assiste régulièrement aux réunions des organes des traités onusiens en rapport avec les droits de l'homme.

**Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'Association soumet régulièrement des rapports parallèles aux organes des traités de l'ONU à l'occasion de l'examen des rapports officiels de l'État marocain. Elle a présenté trois rapports parallèles au cours de la période 2011-2014 :

- un rapport parallèle au deuxième rapport périodique du Maroc concernant l'examen périodique universel, en 2012 ;
- un rapport parallèle au premier rapport du Maroc sur la mise en œuvre de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, en 2013 ; et
- une contribution à l'examen du rapport initial du Maroc relatif à l'application du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, en 2014.

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'Association marocaine des droits humains célèbre la journée mondiale de l'habitat, la Journée mondiale de la Santé, la Journée internationale des forêts, la Journée internationale de l'alphabétisation, la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté et la Journée mondiale de la lutte contre le sida. Elle a participé à la discussion du Rapport national marocain relatif aux objectifs du Millénaire pour le développement pour l'année 2012. Elle a organisé, en partenariat avec l'Association de lutte contre le sida, des ateliers de formation sur le plaidoyer pour les droits de l'homme et le VIH au Maroc.

### **3. Association mondiale de l'énergie éolienne**

#### **Statut consultatif spécial : 2007**

##### **Introduction**

L'Association mondiale de l'énergie éolienne est une organisation à but non lucratif qui regroupe 600 membres du secteur éolien dans plus de 100 pays.

##### **Objectifs et mission**

L'Association vise à accroître la part de l'énergie éolienne et des autres énergies renouvelables dans l'offre mondiale d'énergie, en vue de parvenir à un approvisionnement en énergie 100 % renouvelable à travers le monde. À cette fin, elle agit en tant que pôle de communication pour tous les acteurs mondiaux de l'énergie éolienne, donne des avis aux gouvernements et aux organisations internationales sur les politiques favorables à la production de ce type d'énergie, et renforce les transferts internationaux de technologie.

##### **Changements à signaler**

L'Association mondiale de l'énergie éolienne a mis en place des réseaux mondiaux d'organisations non gouvernementales avec d'autres organisations non gouvernementales accréditées auprès des Nations Unies, parmi lesquelles International Renewable Energy Alliance et Go100RE, une campagne mondiale pour des énergies renouvelables à 100 %.

##### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Les activités de l'Association s'accordent tant avec les objectifs du Millénaire pour le développement visant une énergie durable pour tous, qu'avec d'autres objectifs des Nations Unies. Elle s'emploie à réduire la précarité énergétique et à améliorer l'accès à l'énergie, en particulier dans les pays les plus pauvres, en vue d'un système énergétique entièrement fondé sur le renouvelable.

##### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Pendant la période considérée, l'Association a participé à toutes les conférences et réunions des parties, ainsi qu'à d'autres réunions de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, y compris les manifestations parallèles et les expositions. Elle a également participé à des événements organisés, entre autres, par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

##### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'Association mondiale de l'énergie éolienne a organisé des manifestations parallèles aux réunions de la Convention-cadre des Nations unies sur les

changements climatiques, et a accueilli des représentants de la Convention à ses propres conférences. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Programme des Nations Unies pour le développement ont par ailleurs soutenu les conférences mondiales sur l'énergie éolienne de l'Association, et y ont contribué activement. L'Association contribue régulièrement aux activités du Programme des Nations Unies pour le développement. Elle collabore également avec tous les organismes des Nations Unies représentés dans le Réseau d'action pour les énergies renouvelables pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'Association publie périodiquement des informations sur l'énergie éolienne dans son rapport annuel intitulé World Wind Energy Report, dans l'annuaire semestriel intitulé Wind Energy International, ainsi que dans de nombreux rapports spéciaux. Elle conseille les gouvernements et les organisations internationales sur les politiques à suivre pour assurer l'essor rapide de cette énergie. Elle a présenté des propositions au cours du processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques sur la façon de soutenir les investissements dans le renouvelable, en particulier dans les pays en développement, en attachant une attention particulière au Fonds vert pour le climat.

## **4. Minaret of Freedom Institute**

### **Statut consultatif spécial : 2003**

#### **Introduction**

Minaret of Freedom Institute est un institut de recherche politique classé comme entité exempte d'impôts conformément à l'article 501 c) 3) du Code des impôts des États-Unis d'Amérique. Pour mener à bien ses activités, il s'appuie sur des contributions volontaires provenant d'entreprises privées, de fondations et de particuliers.

#### **Objectifs et mission**

L'Institut a pour double mission l'éducation des musulmans et des non-musulmans. Concernant les non-musulmans, l'Institut vise à : contrer les désinformations et les idées reçues liées aux croyances et aux pratiques islamiques ; démontrer les origines islamiques de valeurs modernes ; améliorer la situation des peuples musulmans diffamés par un environnement hostile dans les pays de l'Occident et opprimés par des régimes politiques tyranniques dans les pays de l'Orient. Concernant les musulmans, dans l'accomplissement des obligations que leur imposent le Coran et la Sunna, la mission de l'Institut consiste à : découvrir et diffuser les incidences politiques et économiques du droit musulman (Charia) et leurs conséquences sur le bien-être économique de la communauté ; faire connaître aux musulmans des États-Unis et du monde islamique les principes de l'économie de marché ; éduquer les dirigeants religieux et locaux en ce qui concerne les sciences économiques.

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Minaret of Freedom Institute publie des recherches académiques indépendantes (ijtihâd) sur des questions de politique générale intéressant les pays musulmans et les musulmans aux États-Unis, et traduit des études appropriées sur le marché libre dans les langues du monde musulman. L'Institut gère également un programme d'échange de chercheurs pour permettre à ses membres de présenter des exposés aux universitaires et aux décideurs des pays musulmans, mais aussi pour permettre à des musulmans libertaires, vivant à l'extérieur des États-Unis, de passer du temps avec ces chercheurs intéressés par l'économie de marché aux États-Unis, leur donnant ainsi la possibilité d'avoir accès à des ressources non disponibles dans leur propre pays.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Aucune information fournie.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Aucune information fournie.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'Institut a coparrainé la conférence d'Istanbul Liberty Network à Islamabad, en mars 2013, pour promouvoir les réformes économiques et sociales qui permettraient de faire avancer les objectifs du Millénaire pour le développement concernant l'élimination de la pauvreté, l'égalité entre les sexes et l'éducation universelle dans les sociétés à majorité musulmane.

## **5. National Alliance of Women's Organizations**

### **Statut consultatif spécial : 1999**

#### **Introduction**

National Alliance of Women's Organizations est une alliance qui regroupe plus de 100 organisations et individus soucieux de l'égalité entre les sexes.

#### **Objectifs et mission**

L'Alliance cherche à promouvoir l'égalité des sexes et la justice sociale pour les femmes en formant des alliances en faveur d'un changement positif.



**Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

**Contribution à des activités des Nations Unies**

Depuis 1999, National Alliance of Women's Organizations a assisté et contribué activement à toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme à New York, notamment en soumettant des exposés écrits lors de toutes les sessions de la période considérée, à l'exception d'une seule ; en organisant des manifestations parallèles ; ainsi qu'en parrainant et soutenant divers événements au cours de chaque session. L'Alliance a établi la United Kingdom NGO CSW Alliance, pour rapprocher des femmes et des organisations non gouvernementales afin de définir des politiques concertées sur les questions fondamentales à la Commission, et pour entretenir le dialogue avec le gouvernement britannique et l'influencer.

**Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'Alliance a participé au Forum préparatoire des organisations non gouvernementales en novembre 2014 à Genève, dans le cadre de la Réunion régionale d'examen Beijing+20 de la Commission économique pour l'Europe. Elle a également participé à la réunion intergouvernementale d'examen Beijing+20 de la Commission. Elle a coordonné et rédigé le rapport des organisations non gouvernementales du Royaume-Uni sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.

**Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

National Alliance of Women's Organizations a contribué activement au rapport des organisations non gouvernementales du Royaume-Uni, parallèle au septième rapport périodique présenté par le gouvernement à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 2013. Elle a préparé les observations finales du Comité de la Convention à l'intention de l'institution britannique de protection des droits de l'homme, la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme. L'Alliance collabore également avec l'Association des Nations Unies, en particulier sa section féminine, pour expliquer aux femmes du Royaume-Uni les travaux des Nations Unies qu'elles peuvent mettre à profit dans leurs propres activités de mobilisation et de sensibilisation.

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Toutes les activités qu'entreprend l'Alliance en faveur de l'autonomisation des femmes sont en accord avec les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Lors de la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, l'Alliance a coparrainé un certain nombre d'événements qui examinaient les objectifs et abordaient le cadre de l'après-OMD. L'Alliance était membre du grand groupe des femmes durant toute l'année 2014, et s'est employée à influencer

le gouvernement afin qu'il soutienne un programme de transformation pour le suivi des objectifs du Millénaire pour le développement dans le cadre de l'après-2015.

## **6. Réseau international pour les petites et moyennes entreprises**

### **Statut consultatif spécial : 2007**

#### **Introduction**

Le Réseau international pour les petites et moyennes entreprises a été constitué en 2004. Il accueille des intermédiaires des secteurs privé et public du monde entier. Il est implanté dans 42 pays et compte près de 100 membres.

#### **Objectifs et mission**

Le Réseau international pour les petites et moyennes entreprises est un réseau de connaissance visant à stimuler les partenariats entre secteur public et secteur privé ; à renforcer la coopération internationale ; et à promouvoir l'échange de bonnes pratiques dans le domaine de l'innovation et du transfert de technologie à l'échelle mondiale.

#### **Changements à signaler**

Le Réseau a acquis son autonomie financière après avoir été financé par l'Institute for the Industrial Promotion jusqu'en 2011.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Le Réseau international pour les petites et moyennes entreprises assure la promotion des initiatives du système des Nations Unies, de ses publications et de ses événements, auprès de ses membres, par le biais de son bulletin mensuel, de ses alertes et de ses réseaux sociaux.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Le Réseau a participé aux réunions suivantes :

- la conférence internationale sur le thème de la promotion de l'éco-innovation : politiques et perspectives, organisée à Tel-Aviv en Israël, du 11 au 13 juillet 2011 par la Commission économique pour l'Europe ;
- le deuxième Forum mondial du développement économique local, organisé par le Programme des Nations Unies pour le développement en collaboration avec le Service brésilien d'aide aux petites entreprises et aux microentreprises, à Foz do Iguaçu au Brésil, le 1<sup>er</sup> novembre 2013 ; et
- la présentation du Rapport de 2014 sur l'investissement dans le monde, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à Rome, le 24 juin 2014.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Le Réseau compte parmi ses membres plusieurs organismes des Nations Unies, dont la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Programme des Nations Unies pour le développement (Mexique) et la Commission économique pour l'Europe. Il a coopéré avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et World Technopolis Association, pour organiser un stage international qui portait sur la gestion de l'économie de l'innovation, les difficultés et les possibilités que rencontrent les petites et moyennes entreprises, le 25 mai 2012 à Daejeon en Corée du Sud. En collaboration avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et Izmir Development Agency, il a organisé un stage international sur les ressources clés pour une croissance rentable, comment accéder et codévelopper stratégiquement les actifs économiques au profit des petites et moyennes entreprises, du 21 au 24 mai 2013, à Izmir en Turquie.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

La dixième réunion annuelle du Réseau, coorganisée par le Khalifa Fund for Enterprise Development, a réuni de grands spécialistes et des chefs de file visionnaires pour débattre et échanger des idées sur « les investissements dans l'innovation : vers une économie durable fondée sur la connaissance », à Abou Dhabi, du 18 au 20 mars 2014. D'autres projets et activités ont été menés sur des thématiques ayant trait au développement durable, notamment l'innovation frugale, la durabilité et l'innovation.

## **7. Société mondiale de victimologie**

### **Statut consultatif spécial : 1987**

#### **Introduction**

La Société mondiale de victimologie est une organisation non gouvernementale regroupant des membres du monde entier – dont des praticiens de l'assistance aux victimes, des spécialistes des sciences sociales, des assistants sociaux, des médecins, des avocats, des fonctionnaires, des bénévoles, des universitaires et des étudiants – tous intéressés par les problèmes des victimes.

#### **Objectifs et mission**

L'organisation s'emploie à faire progresser la recherche et les pratiques en matière de victimologie dans le monde ; à encourager des études et des travaux interdisciplinaires et comparatifs dans ce domaine ; et à renforcer la coopération entre les organismes internationaux, nationaux, régionaux et locaux et d'autres groupes concernés par les problèmes des victimes.

### **Changements à signaler**

Un nouveau statut constitutif de base de constitution a été approuvé et déposé conformément aux principes du droit administratif et civil allemand.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

La Société mondiale de victimologie a organisé des manifestations parallèles à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à Vienne. Elle participe en tant qu'observatrice et contribue, selon qu'il convient, à chaque évènement de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et d'autres entités du système des Nations Unies. Elle coopère avec les institutions et organisations universitaires pour organiser des cours sur la victimologie mettant l'accent sur le droit international relatif aux droits des victimes. Elle a également rempli des questionnaires en ligne des Nations Unies.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- les réunions annuelles de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à Vienne, de 2011 à 2014 ;
- le Débat de haut niveau du Conseil économique et social, à New York en 2012 et en 2014, et à Genève en 2013 – l'organisation a soumis des exposés écrits en 2013 et en 2014 ;
- les cinquante-sixième et cinquante-septième sessions de la Commission de la condition de la femme, à New York, en 2012 et en 2013 dans le cadre desquelles elle a aussi soumis des exposés écrits ; et
- les réunions régionales préparatoires du Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale de 2015, à Doha, en 2014.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

La Société mondiale de victimologie a apporté son concours à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour la rédaction d'un nouveau manuel sur la justice pour les victimes de la criminalité et des abus de pouvoir. Elle a coparrainé et coorganisé une réunion de haut niveau pour le Congrès de 2015 sur la prévention du crime et la justice pénale, à Doha, pour célébrer le trentième anniversaire de la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir. L'organisation participe activement à l'alliance des organisations non gouvernementales des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation appelle l'attention sur les objectifs du Millénaire pour le développement dans ses activités et ses exposés écrits, selon qu'il convient.

## **8. Union internationale des économistes**

Statut consultatif général : 1999

### **Introduction**

L'Union internationale des économistes est une organisation non gouvernementale basée à Moscou.

### **Objectifs et mission**

L'Union vise à promouvoir les réformes économiques comme fondement du développement de la communauté mondiale ; mettre en œuvre des projets visant à accélérer la croissance économique et à stabiliser la conjoncture économique dans différents pays ; assurer un vaste échange international d'informations dans divers secteurs d'activités, notamment l'économie, la science, et la technologie ; appuyer par une assistance concrète le développement des petites et moyennes entreprises.

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'Union internationale des économistes effectue un travail d'envergure en vue du progrès économique et social de la communauté mondiale. Elle organise diverses manifestations, dont les réunions annuelles de ses membres, des congrès internationaux sur le développement régional, ainsi que des tables rondes. Les recommandations issues de ces événements sont envoyées aux institutions publiques et aux organismes des Nations Unies. Pendant la période considérée, l'Union a organisé, entre autres, les événements suivants : « le concept du développement socioéconomique à long terme de la Russie, » en novembre 2011, à Moscou ; « les nouveaux modèles de croissance économique, » en mai 2012, en Malaisie ; « le marché mondial du travail : les défis de l'emploi, » en mai 2013, à Hong Kong (région administrative spéciale de Chine) ; et « les dimensions sociales de la nouvelle économie mondiale, » en janvier 2014, en Australie.

L'Union appuie également les jeunes talents : elle organise chaque année le concours « l'expansion économique russe » et sélectionne les meilleures contributions scientifiques des jeunes.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Au cours de la période considérée, l'Union a, entre autres, participé aux réunions suivantes des entités des Nations Unies :

- « Better city, better life », organisée conjointement avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, le 4 octobre 2011, à Moscou ;
- les soixante-sixième, soixante-septième, soixante-huitième et soixante-

neuvième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York ;

- « Women, Sanitation and Water: Access, Equity, Sustainability », le 15 mars 2012, à New York ;
- « The implementation of the Millennium Development Goals », au Centre d'information des Nations Unies, le 22 août 2013, à Moscou ;
- « The Impact of Transportation on Women's Lives » de la Section des relations avec les ONG du Département de l'information, le 13 mars 2014, à New York ; et
- « Families Matter for the Achievement of Development Goals. International Year of the Family », de la Section des relations avec les ONG du Département de l'information, le 15 mai 2014 à New York.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'Union coopère avec les Nations Unies par le biais du Département de l'information et du Conseil économique et social. Elle organise un certain nombre d'évènements sous le patronage du Département des affaires économiques et sociales, du Programme des Nations Unies pour les établissements humains et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Elle adresse chaque année des recommandations au Conseil économique et social, s'appuyant sur des activités scientifiques et organisationnelles, ainsi que sur des programmes de recherche.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'Union internationale des économistes mobilise le soutien du public concernant les objectifs du Millénaire pour le développement et œuvre en partenariat avec le gouvernement et les Nations Unies pour veiller à leur réalisation. Elle a entrepris un certain nombre d'initiatives et de programmes en lien avec les objectifs du Millénaire pour le développement sur les thématiques suivantes : le développement économique durable, les problèmes dus aux changements climatiques, l'économie verte, ses problèmes et ses perspectives, et les défis de l'emploi à l'échelle mondiale.

## **9. Union mondiale des organisations féminines catholiques**

### **Statut consultatif spécial : 1947**

#### **Introduction**

L'Union mondiale des organisations féminines catholiques a été fondée en 1910 et représente 100 organisations de femmes catholiques du monde entier. Elle est présente à l'échelle mondiale dans 66 pays et représente plus de 5 millions de femmes catholiques.

### **Objectifs et mission**

L'Union vise à promouvoir la présence, la participation et la coresponsabilité des femmes catholiques dans la société et l'église, pour leur permettre de s'acquitter de leur mission d'évangélisation et d'œuvrer pour le développement humain.

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'Union a contribué aux activités des Nations Unies pendant la période considérée dans le présent rapport par un certain nombre de projets dont :

- la mobilisation en faveur de la dignité des personnes et des droits de l'homme ;
- la promotion de l'éducation des filles et l'alphabétisation des adultes ;
- l'accompagnement des femmes pour la création de microentreprises ;
- le soutien aux hôpitaux, aux maisons de retraite, à la santé mentale, aux soins à domicile et à la maternité ;
- la lutte contre le VIH/sida et d'autres maladies graves au moyen d'ateliers, de sessions de formation et de mise à disposition de logements et de refuges ;
- l'assistance aux victimes de violence domestique et de traite ;
- la formation de femmes aux changements climatiques afin qu'elles reconsidèrent leur consommation et les modèles économiques actuels.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'Union a participé aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme à New York. Certains de ses représentants ont également assisté, entre autres, aux réunions suivantes : le Conseil des droits de l'homme, à Genève, au cours duquel elle a soumis une déclaration écrite et a prononcé une déclaration orale ; les réunions et conférences générales de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, à Paris ; les réunions et les conférences générales de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, à Rome. L'Union a, en outre, coopéré avec d'autres organisations non gouvernementales pour rédiger des déclarations préliminaires portant, entre autres, sur la traite, la violence à l'égard des femmes, les droits de l'enfant, le fœticide et l'infanticide des filles, la prise en compte systématique des droits de la femme, la liberté de religion et le soutien à la famille.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'Union a parrainé et cosigné la Déclaration de la société civile à l'occasion du vingtième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2014. Elle a participé à la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le 16 octobre 2012, et elle participe tous les mois au groupe spécial des organisations non gouvernementales.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'Union a favorisé la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en sensibilisant le public à leur égard dans les 66 pays où elle est présente et représentée. Elle a œuvré pour assurer la dignité des femmes et des filles, pour leur offrir des possibilités de développement et pour les protéger au moyen d'efforts de sensibilisation et de programmes spécifiques qui les aident au niveau local.

## **10. World Safety Organization**

### **Statut consultatif spécial : 1987**

#### **Introduction**

Créée en 1975, World Safety Organization a son siège aux États-Unis d'Amérique.

#### **Objectifs et mission**

L'organisation s'emploie à internationaliser la sécurité et l'hygiène du travail et l'innocuité pour l'environnement, ainsi que d'autres domaines connexes à la sécurité: prévenir les accidents et faire connaître dans le monde entier les avantages des pratiques, du savoir-faire, des arts et des techniques relatifs à la sécurité et à la prévention des accidents. Elle a pour buts d'encourager les échanges d'informations et d'expérience entre ses membres, de collaborer avec d'autres organisations internationales à des activités d'intérêt commun et de promouvoir l'amélioration constante des techniques de sécurité et de prévention des accidents.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation procède à une table ronde annuelle, au début de son symposium sur le perfectionnement professionnel. Les discussions portent sur des sujets allant de la situation tragique des réfugiés à la sécurité de la population vieillissante, ainsi que sur d'autres thématiques en lien avec la santé et l'hygiène du travail. Elles comprennent également des informations sur les travaux réalisés par les Nations Unies. Des comptes rendus de ces discussions sont envoyés à toutes les missions



permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et aux organismes des Nations Unies.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Aucune information fournie.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation a décidé, pendant son symposium de 2014, de contacter l'Organisation internationale du Travail et le Programme des Nations Unies pour l'environnement afin de les inviter à participer au symposium de 2015.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

La section nigériane de l'organisation a célébré la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail en 2014, suivant le programme de l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies.

## **11. Worldwide Organization for Women**

### **Statut consultatif spécial : 1999**

#### **Introduction**

Worldwide Organization for Women est une organisation non gouvernementale, non confessionnelle, à but non lucratif conformément à l'article 501 c) 3) du Code fiscal des États-Unis d'Amérique.

#### **Objectifs et mission**

L'organisation encourage les femmes à mieux comprendre leur valeur intrinsèque et leur rôle crucial dans la société. Elle soutient et unit des femmes de toutes confessions et nationalités dans leurs efforts pour apporter des changements positifs et pour améliorer leur bien-être au moyen d'activités humanitaires, de plaidoyer et de sensibilisation.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation participe aux activités des Nations Unies en soumettant des déclarations écrites, en assistant à des réunions et en organisant des événements en faveur de la promotion de la femme et de la protection de la famille. Elle est membre de la Conférence des organisations non gouvernementales et y participe.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Pour appuyer l'adoption d'une résolution protégeant les familles, l'organisation a parrainé deux manifestations parallèles dirigées par des organisations non gouvernementales lors de la vingt-septième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, qui s'est tenue à Genève du 12 au 15 septembre 2014. Elle a assisté aux cinquante-sixième, cinquante-septième, cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions de la Commission de la condition de la femme à New York, et elle a organisé de nombreuses réunions parallèles regroupant des organisations non gouvernementales lors de chacune de ces sessions. Les réunions ont abordé des thématiques diverses, dont le point de vue centraméricain sur la violence à l'égard des femmes, le droit des femmes à l'héritage au Nigéria, ainsi que le renforcement et la protection de la famille.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Aucune information fournie.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Worldwide Organization for Women a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement n° 1, 2 et 3 : en coopération avec l'Université d'État de Weber, elle a mobilisé des fonds pour en faire don à l'organisation No Poor Among Us afin de construire le centre pour femmes du village de Boane (Mozambique). Ce centre éducatif destiné aux femmes et aux filles a pour but de leur inculquer les compétences pouvant améliorer leur niveau de vie. Grâce à sa présence permanente au Nigéria, l'organisation contribue sans relâche à la réalisation des six premiers objectifs du Millénaire pour le développement et œuvre au service de plus de 3 000 femmes en facilitant la création de microentreprises, en favorisant leur éducation et en soutenant des projets humanitaires. Elle a récemment étendu ses activités au Kenya et a aidé à organiser une conférence nationale pour les femmes qui aborde plusieurs des objectifs du Millénaire pour le développement.

## **12. Yale International Relations Association**

### **Statut consultatif spécial : 2011**

#### **Introduction**

Yale International Relations Association est une organisation à but non lucratif enregistrée conformément à l'article 501 c) 3) du Code fiscal des États-Unis d'Amérique. Elle a son siège à New Haven, au Connecticut (États-Unis d'Amérique). Elle mène régulièrement des activités en Chine, en Corée du Sud, dans la Province chinoise de Taïwan, en Hongrie et aux États-Unis.

**Objectifs et mission**

La mission de l'Association consiste à former une communauté d'étudiants prêts à s'investir au service de Yale, New Haven, et de la communauté internationale, dans le cadre d'un effort visant à promouvoir le débat concernant les affaires mondiales et la sensibilisation à ce sujet.

**Changements à signaler**

Pendant la période considérée dans le présent rapport, l'Association a modifié ses statuts constitutifs.

**Contribution à des activités des Nations Unies**

L'Association intervient au premier chef pour sensibiliser aux activités des Nations Unies en organisant régulièrement des conférences « l'ONU mise en scène » tant aux États-Unis qu'à l'étranger. Elle organise actuellement des conférences annuelles sur le campus de l'Université de Yale (États-Unis) ainsi qu'à Pékin, à Taipei (Province chinoise de Taïwan), à Séoul et à Budapest.

**Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Aucune information fournie.

**Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Aucune information fournie.

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Outre les conférences susmentionnées « l'ONU mise en scène », l'Association invite régulièrement des intervenants sur le campus de Yale et dirige un programme de formation de services collectif, ainsi qu'un journal qui publie des écrits universitaires portant sur les relations internationales. Elle met également à l'honneur certains de ses intervenants qui ont joué un rôle exceptionnel dans les affaires internationales en les nommant membres honoraires de l'Association. Ces dernières années, ce prix a été décerné à Hillary Clinton, James S. Baker et Samantha Power.

**13. Yayasan Cinta Anak Bangsa****Statut consultatif spécial : 2007****Introduction**

Yayasan Cinta Anak Bangsa est une fondation à but non lucratif établie en 1999. Elle porte l'essentiel de son action sur le développement des jeunes dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'émancipation économique.

### **Objectifs et mission**

La Fondation a pour objectifs de donner aux jeunes la possibilité de parvenir à une indépendance durable grâce à des programmes globaux d'épanouissement, de mettre en œuvre une approche inclusive et novatrice donnant des résultats concrets et une incidence mesurable, et d'inspirer et d'habiliter d'autres organismes nourrissant les mêmes idéaux en favorisant des partenariats entre secteur public et secteur privé.

### **Changements à signaler**

La Fondation a évolué avec le temps pour devenir une organisation orientée vers des objectifs précis. Elle s'est organisée en un groupe d'entreprise sociale qui comporte trois unités opérationnelles et une coopérative.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

La Fondation a mis au point un programme d'investissement socialement responsable en Indonésie, qui permet aux investisseurs sociaux d'investir avec un taux de rendement proche du marché, à risque ajusté et avec une période de remboursement de cinq ans. L'investissement est effectué par l'entremise de la coopérative de la Fondation qui gère le microcrédit conditionnel où l'éducation des enfants est une condition préalable à l'octroi du crédit. La Fondation a lancé des programmes dans cinq pays, à savoir l'Afghanistan, la Mongolie, le Myanmar, l'Ouganda et le Pakistan.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

La Fondation a participé en qualité d'observatrice à la douzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, à New York, en mai 2013.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

La Fondation a collaboré avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le Crime pour l'Asie de l'Est et le Pacifique pour mener à bien en 2011 leur programme conjoint « ONUDC – YCAB Life Awards », qui met à l'honneur les meilleurs articles publiés par des journalistes axés sur la prévention de la toxicomanie.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Les initiatives suivantes ont contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement :

- le programme « Healthy Lifestyle Promotion » (HeLP), qui porte essentiellement sur la sensibilisation et la prévention de la toxicomanie et du VIH/sida. Depuis 1999, le programme a touché 2 millions de jeunes scolarisés et adultes ;

- le programme « House of Learning and Development » (HoLD) permet aux jeunes d'accéder à l'éducation de base équivalente à l'enseignement primaire et secondaire, complétée par une formation professionnelle de leur choix à titre facultatif ; et
- le programme « Hands on Operation for Entrepreneurship » (HoPE) : la Fondation a lancé un programme d'investissement social grâce à un microcrédit lié à l'enseignement afin de permettre aux femmes de bénéficier des fonds nécessaires pour leur entreprise et d'envoyer leurs enfants à l'école (la scolarisation des enfants est exigée).

## **14. Youth Bridge Foundation**

### **Statut consultatif spécial : 2011**

#### **Introduction**

Fondée en 2005 au Ghana, Youth Bridge Foundation est une organisation non gouvernementale qui consacre l'essentiel de son action à l'épanouissement des jeunes. Elle a des bureaux au Ghana et en Zambie, ainsi qu'un réseau qui couvre 40 pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord.

#### **Objectifs et mission**

La Fondation cherche à mettre à disposition des jeunes des informations, des plateformes et des ressources appropriées susceptibles d'améliorer leur bien-être physique, mental et socioéconomique. Elle s'emploie également à les aider à devenir des adultes responsables et y parvient par une double approche : des activités de plaidoyer et des activités de renforcement des capacités des jeunes. Le but est de mobiliser les jeunes en vue de leur épanouissement personnel et d'établir des contacts avec les gouvernements.

#### **Changements à signaler**

La fondation a élargi son réseau d'organisations de jeunes en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

La Fondation a contribué aux activités des Nations Unies en menant les activités ci-après :

- l'action « Youth Facing Elections », en 2012, qui a permis d'établir un dialogue politique entre les jeunes et les partis politiques, ainsi qu'une campagne en faveur de la paix dans le cadre de laquelle la Fondation a encouragé la participation non violente des jeunes aux processus électoraux ;
- la mise en place d'une campagne visant à soutenir la ratification de la Charte africaine de la jeunesse et des politiques nationales relatives aux jeunes dans les États membres ;

- grâce aux initiatives en faveur des jeunes et de la connaissance budgétaire, la Fondation a créé en 2011 des groupes de jeunes et a renforcé leurs capacités concernant les processus budgétaires nationaux ;
- la participation des jeunes et leur représentation dans la gouvernance locale, de 2012 à 2015 : la Fondation a mobilisé des jeunes et a renforcé leurs capacités au niveau local et du district pour leur permettre de participer aux processus de planification et d'assumer des rôles de premier plan.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

La Fondation a participé à la Commission de la condition de la femme à New York ; elle a également participé à des réunions interinstitutions avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la jeunesse et le Fonds des Nations Unies pour la Population. Elle a en outre pris part à diverses réunions avec des partenaires d'exécution, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la Population et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

La Fondation a coopéré avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture au Ghana et en Afrique.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement au Ghana, la Fondation a mené entre 2010 et 2014 une campagne en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement au moyen des concours de beauté « Young Beauty Pageants/ Queens ». Par l'entremise de cette campagne, elle a réclamé au Gouvernement ghanéen certains changements en matière de politique, elle a participé à une collecte de données primaires relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement, elle a entrepris des campagnes de sensibilisation du public par la radio et la télévision, et a mobilisé des jeunes scolarisés pour qu'ils y participent. Le concours Young Beauty Queens a également permis la mise en place d'organisations non gouvernementales afin de faire progresser les objectifs du Millénaire pour le développement dans les communautés locales.

## **15. Youth Empowerment Synergy**

### **Statut consultatif spécial : 2011**

#### **Introduction**

Fondée en 2001, Youth Empowerment Synergy est à la pointe des efforts relatifs aux politiques, pratiques et recherches ciblant le développement de la jeunesse au Ghana. L'organisation se concentre sur l'emploi des jeunes et le développement de

l'esprit d'entreprise, sur les politiques et la gouvernance dans le domaine de la jeunesse, ainsi que sur la participation des jeunes et leur citoyenneté active.

### **Objectifs et mission**

Youth Empowerment Synergy envisage un monde où chaque jeune personne a une véritable chance de bénéficier des processus de développement et d'y participer aux niveaux local, national et international. Elle vise à promouvoir des politiques et à lancer des initiatives qui aident les jeunes à mener une vie d'apprenants permanents et de membres productifs de la société pour qu'ils deviennent des citoyens économiquement autonomes, respectueux envers eux-mêmes.

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation a contribué à des activités des Nations Unies par le biais des activités suivantes :

- le projet de gouvernance Youth for Good Oil : une initiative permettant aux jeunes de contribuer activement à transformer l'économie pétrolière émergente du Ghana en bénédiction et non en source de conflit ;
- le projet Voices of Youth : un réseau qui compte plus de 450 000 jeunes d'un bout à l'autre du pays, formé afin d'élaborer le Ghana Youth Manifesto ;
- le projet Training for Action : plus de 1 500 jeunes ghanéens ont reçu des formations dans plusieurs domaines, y compris la consolidation de la paix et la prévention de conflit, la participation des parties prenantes ; et
- des publications : l'organisation a publié des manuels et des ressources pour les jeunes sur différents aspects des politiques et pratiques ayant trait à la jeunesse au Ghana.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Les représentants de l'organisation ont participé aux réunions ci-après :

- la cinquante-septième et la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme à New York, du 4 au 15 mars 2013 et du 10 au 21 mars 2014 ;
- la réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement et le programme de développement pour l'après-2015, à New York, le 25 septembre 2013 ;

- la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), à Rio de Janeiro au Brésil, du 20 au 22 juin 2012 ; et
- la Réunion de haut niveau sur la jeunesse, à New York, les 25 et 26 juillet 2011.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation a reçu une aide financière et technique du Fonds des Nations Unies pour la démocratie afin de mettre en œuvre le projet « Voices of Youth » visant une participation accrue des jeunes au développement démocratique du Ghana. Elle a également reçu une aide financière du Programme des Nations Unies pour le développement lui permettant de réaliser plusieurs projets, notamment la construction d'un répertoire de développement de la jeunesse et le soutien de la coalition Voices of Youth et des programmes Youth Radio.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Youth Empowerment Synergy a mené des consultations nationales auprès des jeunes sur les objectifs du Millénaire pour le développement et le cadre de développement pour l'après-2015 afin de recueillir leurs avis au sujet des objectifs. Le rapport portant sur ces consultations a été soumis au Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015. Chaque année, l'organisation a célébré la Journée internationale de la jeunesse, le 12 août, en organisant des rassemblements nationaux pour les jeunes.

---